



Le 6 avril 2016 s'est tenu un comité technique ministériel sous la Présidence du Secrétaire général Laurent de Jekhowsky.

Ce CTM s'annonçait des plus techniques en abordant principalement le projet de décret portant sur le statut particulier du corps des attachés statisticiens de l'INSEE ainsi qu'un projet d'arrêté du concours commun de la catégorie C des MEF. Mais cette réunion institutionnelle devait aussi permettre d'évoquer le plan ministériel d'accompagnement RH de la réforme des services régionaux de l'Etat, le Plan Santé Sécurité Conditions de travail 2016-2019, le suivi des engagements sur les mesures post-attentats et les habituelles questions diverses en clôture de séance.

Nos Fédérations UNSA et CFTC Finances, ayant inclus dans leur déclaration liminaire une question sur le versement de la prime exceptionnelle de 100 euros, ont vu le Secrétaire général réclamer une suspension de séance.

La suspension de séance fut assez longue mais à son issue, le SG nous a annoncé que ladite prime exceptionnelle était maintenue pour l'année 2016, sans précision de la date de versement.

Le SG en profita pour affirmer que Bercy n'était pas affaibli, alors que plusieurs fédérations l'avait souligné dans leurs liminaires respectives. **L'UNSA et la CFTC avaient considéré que l'aveu de Monsieur Macron sur son échec à ramener la DGCCRF dans le giron de Bercy en était l'exemple le plus flagrant.** Le SG s'est donc évertué à nous prouver que Bercy était un grand ministère, la preuve selon lui, 3 services interministériels rejoignent Bercy : l'intelligence économique, le service des achats et celui de l'immobilier.

De plus, le SG souligne les créations d'emplois à la Douane, les emplois stabilisés à la DGCCRF et le maintien de l'intégralité des missions de nos ministères économiques et financiers.

Cependant, concernant l'observatoire interne ministériel, il reconnaît que l'ambiance n'est guère au beau fixe et se déclare prêt à ouvrir une discussion sur cet observatoire.

De plus, le Secrétaire général reconnaît que l'accord PPCR impactera les taux pro-pro et se déclare prêt à revoir ceux de 2017.

Concernant le sempiternel problème du correctif B en A qui n'en finit plus de s'éterniser de reports en reports, rien de neuf si ce n'est une éventuelle réponse devant intervenir fin avril 2016. **Les collègues concernés apprécieront. Nos fédérations UNSA et CFTC ont insisté à nouveau sur la nécessité d'une réponse ministérielle rapide afin de ne pas laisser des personnels dans l'expectative.**

Sur la réforme du prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source, le Secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert recevra les Fédérations au cours du mois.

Les Fédérations UNSA et CFTC Finances ont voté pour le projet de statut particulier des attachés statisticiens de l'INSEE, car enfin nos collègues attachés bénéficieront de la création d'un 3ème grade à accès fonctionnel trois années après les attachés de Centrale. Une nouvelle voie d'accès au corps se fera par examen professionnel ouvert aux agents de catégorie B justifiant de 8 ans de service public dont 5 en B à l'Insee.

Concernant le Plan ministériel d'accompagnement RH de la réforme territoriale présenté en CTM, celui-ci diffère très peu du texte interministériel et les fédérations Finances sont toujours en attente d'une étude d'impact.

Sur le plan ministériel Santé Sécurité et conditions de travail 2016-2019, il nous a été présenté, mais a été fait sans concertation avec l'UNSA et la CFTC qui n'ont pas de siège au CHSCTM. Néanmoins, ce plan s'efforce de répondre de manière plus pragmatique aux thèmes de la prévention du travail sur écran et de la prévention du harcèlement. Cependant, force est de constater l'affaiblissement continu de la médecine de prévention au sein des MEF.

Le suivi post-attentats a remis en exergue la délicate question de la radicalisation possible de collègues, que l'UNSA et la CFTC avait déjà soulevée lors du précédent CTM. Le SG convient de l'importance du sujet et indique qu'une réflexion interministérielle sur ce sujet est en cours.

L'UNSA et la CFTC ont demandé où en était la dotation de gilets pare-balles à la Douane. De nouveaux marchés ont été passés pour augmenter cette dotation.

Sur le dossier ZUS, la situation est très différente selon les Directions du ministère. Ainsi, sur les 5 500 demandes émanant de personnels DGFIP, 60% ont été traités, la Douane traite actuellement 900 dossiers, quant à l'INSEE et la DGCCRF, ils en sont encore au stade du recensement.

Enfin en questions diverses :

1/ Sur les astreintes opérationnelles en Douane : un arbitrage serait en cours sur la demande de la Directrice générale de mettre en place un dispositif spécifique.

2/ La demande de revalorisation de l'ACF suite à l'augmentation du point d'indice : l'administration répond négativement car il n'y a pas de lien de rémunération et d'interdépendance entre les deux.

3/ Le bail de l'immeuble Valmy est renouvelé jusqu'à la fin 2017 pour un coût équivalent.

4/ Enquêteurs de l'INSEE : le SG s'est engagé à voir avec la DG de l'Insee, les problèmes de rémunération et de quotité de travail qui continuent à se poser.